

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/287

8 août 2001

(01-3939)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'ÉGYPTE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5:3 DE L'ACCORD SUR LES MIC

Questions écrites du Japon

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 août 2001.

Question 1

D'après le document G/C/W/249, le gouvernement égyptien admet que "cette demande est présentée sans préjudice de la compatibilité de cette mesure avec l'Accord sur les MIC" et qu'"il reste à déterminer si ladite mesure peut être considérée comme relevant précisément d'une catégorie particulière dans la liste exemplative annexée à l'Accord sur les MIC".

1. Veuillez expliquer en détail pourquoi il en est ainsi et quelle est la situation.
2. Veuillez nous indiquer quelle est la base juridique nationale au titre de laquelle ces mesures sont prises.
3. Veuillez décrire, entre autres, la teneur précise, la nature et les effets des mesures, ainsi que la date à laquelle ces mesures ont été introduites.

Question 2

D'après le document susmentionné, cette mesure s'applique "sans limitation à telle ou telle branche d'activité". Veuillez décrire en détail la situation. Cela signifie-t-il que cette mesure s'applique à toutes les branches d'activité existantes?

Question 3

Veuillez décrire en détail et en utilisant des termes concrets quelle action votre gouvernement a menée en vue d'éliminer les MIC pour décembre 1999 au plus tard, y compris les calendriers établis par voie législative pour l'élimination de ces mesures.

Question 4

Veuillez décrire en détail les facteurs qui ont empêché votre gouvernement d'éliminer les MIC conformément au calendrier prévu.